

# Se rencontrer pour agir, se rassembler pour gagner

## S'engager ensemble pour gagner des avancées sociales

Il est grand temps que nous, les salariés, intervenions et nous imposions sur nos lieux de travail et massivement dans la rue quand cela est nécessaire. **Les salariés, unis, ont la capacité de changer la donne. Unis, nous sommes plus forts, c'est vrai à tous les niveaux.**

Aujourd'hui, la situation économique en France et en Europe sert de prétexte aux reculs sociaux. Sacrifier nos salaires serait nécessaire pour relancer l'emploi. Accepter la précarité permettrait aux entreprises d'embaucher. Renoncer à une protection sociale de haut niveau serait préparer l'avenir. Le patronat et le gouvernement appellent à la responsabilité et aux efforts de tous pour relancer l'économie. Mais le sens des réformes et des politiques d'entreprises est toujours le même et produit toujours les mêmes effets: baisse de notre pouvoir d'achat, poursuite du chômage, non reconnaissance de notre travail et des conditions de travail qui se dégradent. L'emploi ne se développe pas pour autant : il manque aux entreprises des débouchés et une volonté d'investir.

Pour prendre le chemin du progrès en France et en Europe, nous avons besoin d'être bien plus nombreux à retrouver le sens de la solidarité au quotidien et de l'action collective. **Agir, c'est tout simplement s'engager avec ses collègues dans l'entreprise, c'est aussi s'engager dans les mobilisations tous ensemble.** Le syndicalisme sert à cela. Agir ensemble c'est porter l'espoir, c'est construire la société qui nous convient. Gagner des avancées sociales fait progresser la société.

## Baisser encore le « coût du travail », non merci, on a déjà donné !

« Baisser le coût du travail pour être compétitif » ? Un dogme à la mode ! En clair, cela veut dire baisser

la rémunération de notre travail, nos salaires et les pensions, réduire le financement de la sécurité sociale. Dans le privé, les salaires sont tirés vers le bas par la non revalorisation du Smic. Les employeurs pratiquent une politique de bas salaires pour bénéficier des exonérations sociales et fiscales. C'est ce qui empêche nos carrières de progresser. Dans la fonction publique, le point d'indice n'a pas augmenté depuis quatre ans. Le niveau des pensions est gelé. Et le chômage et la précarité continuent d'augmenter ! Être plus nombreux à gagner moins ? C'est injuste, et ça ne marche pas. Partout en Europe, les Espagnols, les Italiens, les Grecs, les Portugais... l'ont déjà testé !

Avec son « Pacte de responsabilité », le Président de la République promet de nouvelles exonérations de cotisations sociales aux entreprises en transférant le financement des allocations familiales sur l'impôt. Cela s'ajoute aux 200 milliards d'aides publiques déjà accordées aux entreprises, sans contrôle ni évaluation de l'utilisation de cet argent. On sait ce qu'il va advenir de l'utilisation de cette nouvelle exonération sociale. Au lendemain de la signature du pacte de responsabilité avec trois organisations syndicales, et devant 200 chefs d'entreprises, Pierre Gattaz, le patron du Medef a déclaré que « *les entreprises décideront de l'usage qu'elles feront des allègements des charges promis, y compris la distribution de dividendes* ». Cela s'appelle un cadeau !

## Ce qui fait la richesse des entreprises ?

**C'est notre travail, nos compétences  
et nos qualifications**

La finance et le niveau de rémunération des actionnaires asphyxient l'économie. Le coût du mal-travail c'est plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. La solution pour sortir de la crise économique, c'est de **revaloriser le travail, car c'est le travail qui crée les richesses.**

**La CGT propose** cinq séries de mesures pour redonner la priorité au travail :

- revaloriser les salaires d'embauche et recalculer les minima de grilles de classifications au niveau du Smic ;
- atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- ouvrir des négociations dans les entreprises et les branches pour reconnaître les qualifications à leur juste niveau et permettre les progressions de carrière ;
- organiser la formation tout au long de la vie professionnelle pour pouvoir évoluer, maîtriser les innovations et notre parcours professionnel ;
- instituer une sécurité professionnelle pour protéger les salariés des aléas économiques (chômage, activité réduite, mobilité...). Le CDI doit être la règle et les contrats précaires doivent être taxés.

### **Les services publics et la Sécu, c'est utile et on y tient !**

Sous la pression de la Commission européenne et pour financer les nouveaux cadeaux au patronat, François Hollande engage un vaste plan « d'économies ». Ce n'est pas possible sans entamer les capacités d'action publique. Qui peut prétendre aujourd'hui qu'il y a trop d'infirmières, de magistrats, de pompiers, de personnels territoriaux ou d'enseignants en France ? Qui peut prétendre que l'allongement de la durée de vie et le vieillissement de la population vont conduire à moins de dépenses de santé ?

Le service public et notre système de protection sociale sont la clé de notre vivre ensemble, c'est notre pacte social. Ils contribuent au développement économique et social.

Le sens du progrès, c'est décider de consacrer une part des richesses créées par le travail au fonctionnement solidaire de la société.

Les richesses créées par notre travail dans ce pays doivent permettre de financer les services publics et la sécurité sociale. C'est un choix politique qu'il faut faire.

### **Pour créer des emplois ? Relancer le pouvoir d'achat et investir !**

Les politiques d'austérité salariale ont montré leur nocivité sociale et leur inefficacité économique. Pour créer des emplois, la croissance est indispensable. Et pour que la croissance reparte, il faut augmenter nos salaires et nos pensions. C'est indispensable pour vivre, c'est utile économiquement, c'est juste socialement.

Le problème des entreprises, c'est l'insuffisance de débouchés et d'investissements. Le problème des entreprises, ce n'est pas que nos salaires sont trop hauts, c'est au contraire qu'ils sont trop bas ! Le problème des entreprises, ce n'est pas la concurrence en Europe, c'est l'absence de coopération et de politique d'investissements concertée.

**L'ensemble des syndicats européens font des propositions chiffrées** pour consacrer 2 % du PIB européen pendant dix ans à la relance de l'investissement industriel. **Cela permettrait de créer durablement 11 millions d'emplois de qualité.** Aux politiques d'austérité qui ont échoué, il existe des alternatives de progrès et de retour au plein emploi. Elles sont portées par le syndicalisme. Pour qu'elles soient prises en compte par les gouvernements, il faut que les salariés s'en mêlent !

**C'est le sens des appels de la CGT à se rassembler, à manifester.  
Dans un printemps des mobilisations, se faire entendre pour gagner !**

**Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.**

**Bulletin de contact et de syndicalisation**

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Age : ..... Profession : .....

Entreprise (nom et adresse) : .....



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,  
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : [orga@cgt.fr](mailto:orga@cgt.fr). **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)**